



Déclarations et Discours

No 78/8

LE CANADA DONT ON PARLE

Exposé de Son Excellence l'ambassadeur du Canada, monsieur Gérard PELLETIER, devant l'Académie diplomatique internationale, Paris, 23 mai 1978

Ce n'est pas par vantardise que j'ai donné pour titre à cette causerie: "Le Canada dont on parle".

D'abord, on pourrait immédiatement m'objecter qu'on n'en parle pas tellement après tout et que le Canada est loin de faire la manchette tous les jours, toutes les semaines, ni même tous les mois, dans la presse mondiale.

Il est vrai néanmoins qu'on parle davantage du Canada depuis bientôt deux ans, et pour une raison très précise, soit la menace qui pèse désormais contre son unité, sa cohésion interne, alors que hier encore, personne à l'étranger, et bien peu de gens à l'intérieur même de notre pays, ne mettaient en doute la solidité de la Confédération canadienne.

Il a suffi que dans notre province majoritairement française, le Québec, arrive au pouvoir un parti nationaliste. Ce parti lui-même n'est pas majoritaire en voix, au sein de l'État québécois. Par le jeu de nos institutions, 41 p. cent des suffrages lui ont suffi pour obtenir au parlement provincial une position nettement prépondérante et pour former le gouvernement. En outre, le parti en question ne s'est pas fait élire sur un programme sécessionniste. Au contraire, il avait mis entre parenthèses la question de l'indépendance, au début de la campagne électorale qui l'a porté au pouvoir, renvoyant ce problème à plus tard, à un éventuel référendum qui doit trancher la question au cours de l'année prochaine.

Le gouvernement québécois n'a donc pas mandat d'entraîner le Québec hors du Canada. Mais son objectif avoué, inscrit depuis toujours dans le programme du parti qui le compose, c'est de transformer la province en État indépendant. Tout au plus accepterait-il une souveraineté politique assortie d'une union économique avec le reste du pays.

La menace existe donc, bien réelle sinon immédiate. Et c'est à cause de ce danger qu'on parle davantage de nous, ces temps-ci, particulièrement en Europe. On ne peut s'étonner, par exemple, que la presse française suive les événements canadiens avec une attention toute spéciale, étant donné que l'épicentre de la crise se situe au Québec, c'est-à-dire au sein de la plus importante collectivité francophone hors de France.

Il n'est pas coutumier pour un ambassadeur d'exposer à l'étranger les problèmes intérieurs de son pays. J'ai pourtant choisi de le faire, et ce pour deux raisons. D'abord parce que le gouvernement canadien refuse l'attitude de l'Autriche et ne se

dérobe pas aux questions que lui posent ses amis de l'étranger. Ensuite parce que de toute évidence, le débat interne engagé dans mon pays revêt pour l'Europe un certain intérêt, voire un intérêt certain.

Je voudrais donc, dans un premier temps, faire le point de la situation canadienne, et dans un second, mesurer l'importance que peut revêtir, pour nos amis européens, le dénouement heureux ou malheureux de cette crise.

La situation canadienne

Comment décrire en quelques paragraphes, mais sans tomber dans la caricature, une situation politique complexe, aboutissement d'une longue évolution historique?

La crise actuelle remonte en effet aux origines même du Canada, qu'il faut ici retracer brièvement.

Qu'il me suffise de rappeler d'abord le siècle et demi de peuplement par la France, sur la côte atlantique et les deux rives du fleuve Saint-Laurent, depuis le début du XVII^e siècle jusqu'à la moitié du XVIII^e. Quand ils firent la conquête militaire de cette Nouvelle-France, en 1760, les Britanniques trouvèrent sur place un peuple en plein essor, une société encore peu nombreuse (60,000 habitants) mais déjà parvenue à un remarquable degré d'organisation et qui partageait un vaste territoire, dans la partie orientale du Canada actuel, avec une population autochtone (amérindienne) de faible densité.

C'est donc une colonie française qui se trouve à l'origine du Canada moderne. Et la population francophone y restera majoritaire jusqu'au milieu du XIX^e siècle. A cette date, l'apport des immigrants venus directement des Îles britanniques ou refoulés au Canada par la révolution américaine, fera pencher la balance démographique en faveur des anglophones. Cet avantage devait s'accroître de façon constante jusqu'à nos jours, à cause du tarissement presque complet de l'immigration francophone, à cause aussi de l'assimilation linguistique, par la nouvelle majorité anglophone, de la plupart des nouveaux immigrants non britanniques, au cours du dernier siècle. Or ces derniers constituent désormais le tiers de la population canadienne.

Les conquêtes militaires, c'est bien connu, posent plus de problèmes qu'elles n'en règlent.

De 1760 à 1867, l'histoire du Canada sera marquée par un affrontement politique presque constant entre les deux peuples fondateurs du pays, soit les Canadiens français et les Canadiens anglais. Heureusement, en dépit d'une brève rébellion armée, en 1837, cet affrontement n'empêcha pas le pays de se développer.

Mais à la fin du XIX^e siècle, il devint évident que le Canada se trouvait dans une impasse. A moins de regrouper en un tout cohérent les colonies dispersées qui le formaient, à moins de mettre en place une structure politique nouvelle qui en assurât l'unité, le pays se trouverait à brève échéance freiné dans sa croissance. C'est alors que la Confédération canadienne vit le jour. Elle rassemblait à l'origine quatre provinces (elle en compte dix aujourd'hui).

L'opération devait se révéler difficile, bien qu'elle fût conduite sous l'autorité d'une métropole britannique alors toute-puissante. Certaines provinces anglaises, telle l'Île-du-Prince-Édouard, à l'est du pays, refusèrent d'abord de se joindre aux autres. Dans le Québec francophone de l'époque, l'opposition fut vive mais tout de même minoritaire. Tandis que la plupart des anglophones voyaient surtout dans cette entreprise la possibilité de substituer un grand pays prospère au semis de colonies dispersées qui existait alors, les francophones furent attirés surtout par la formule fédérative qui leur donnait enfin un gouvernement provincial bien à eux, tout en leur assurant une participation très importante au gouvernement de l'ensemble, à cause de leur importance numérique.

Mais peut-être l'argument décisif en faveur de la Confédération fut-il d'un autre ordre. Canadiens français et anglais ressentaient, en commun cette fois, la nécessité pressante de créer une entité politique suffisamment importante et forte pour résister à l'attraction des U.S.A. En effet, le jeune géant manifestait déjà sa puissance, qui ne tarderait pas à devenir la première du monde. Par deux fois, le Canada avait été envahi par les Américains. On avait fait la paix, les relations étaient devenues amicales mais les Canadiens n'oubliaient pas. Ils étaient témoins de la fantastique vitalité de leur grand voisin; ils savaient que leur faiblesse entraînerait l'annexion, à plus ou moins brève échéance, sauf si un régime nouveau apportait à leur propre pays une vitalité comparable à celle des U.S.A. et des dimensions démographiques et territoriales point trop disproportionnées.

Voilà donc, très sommairement résumée, l'évolution qui conduisit nos deux communautés culturelles et nos quatre entités politiques à former, en 1867, la Confédération canadienne actuelle.

De cette nouvelle structure politique, il y a beaucoup à dire.

D'abord, elle a imprimé à l'ensemble canadien l'élan qui en un siècle a fait de notre pays la sixième puissance industrielle du monde occidental. Elle a permis au Canada d'étendre son territoire à l'ouest jusqu'au Pacifique, à l'est jusqu'à Terre-Neuve, au nord jusqu'au Pôle magnétique, et de réaliser pacifiquement son indépendance. Elle a également fait du Canada une terre de liberté où les droits de la personne sont respectés, où l'égalité des chances fait l'objet d'une promotion constante.

Elle en a fait également un pays prospère. Sans abuser des statistiques, notons que le Canada a connu, entre 1967 et 1976, un taux de croissance dépassé seulement par celui du Japon, que le PNB canadien, pendant cette période, augmentait de 53 p. cent (comparé à 26 p. cent de hausse aux U.S.A.) et le revenu réel disponible, au Canada, faisait un bond de 74 p. cent. Nous jouissons donc, et ce dans toutes les provinces canadiennes, d'un niveau de vie qui compte parmi les plus élevés du monde.

Mais le fédéralisme canadien n'a pas, de toute évidence, réglé tous les problèmes. Ceux qui nous préoccupent aujourd'hui ne sont certes pas nouveaux. Ils sont le résidu des difficultés qui existaient déjà, voilà un siècle, à la naissance de notre Confédération.

Parlons d'abord du plus aigu de tous: la présence au Québec d'un gouvernement qui annonce pour bientôt l'apparition, sur la carte du monde, d'un nouvel État souverain. Cette menace est sans doute la plus grave que la Confédération canadienne ait jamais affrontée. Grave en ce qu'elle menace l'existence même du Canada que nous connaissons aujourd'hui. En effet, quels que soient les projets d'association économique dont nous entretenit le gouvernement actuel du Québec, il est certain que le succès de son entreprise souverainiste entraînerait pour l'ensemble du pays des conséquences économiques et politiques considérables et transformerait profondément le rapport des forces en Amérique du Nord.

Comment s'explique l'émergence d'un tel projet, dans une grande province canadienne, la deuxième en importance, après un siècle de vie commune au sein de la Confédération?

Ici encore je devrai m'en tenir à une ébauche d'explication. Le facteur central et qui explique tous les autres, c'est sans doute la double situation économique et linguistique des Canadiens francophones. Cette situation existait déjà en 1867. Coupée de ses sources culturelles, la population française du Canada s'était repliée sur elle-même, après la conquête britannique, dans un réflexe de défense qui s'explique facilement. Mais une telle position défensive, imposée par les circonstances et par l'attitude du conquérant, ne favorise pas, dans un peuple, les évolutions nécessaires. Cantonnés dans l'agriculture, évincés, plus ou moins consciemment, du monde des affaires, du commerce et de l'industrie, les Canadiens français n'étaient guère en position de faire face à la révolution industrielle quand cette dernière fit irruption dans leur vie, vers la fin du siècle dernier. A ce choc venait de s'ajouter, je l'ai noté déjà, celui de leur minorisation comme groupe linguistique.

En théorie, le fédéralisme devait, dès 1867, leur permettre de relever ce double défi. En pratique, il fallut près d'un siècle aux Québécois, qui en avaient pourtant les moyens politiques, pour se doter du système d'enseignement et des autres instruments nécessaires à leur promotion économique et culturelle. Quant aux communautés francophones disséminées à travers le pays, dans les provinces à majorité anglophone, elles furent victimes, de la part des pouvoirs locaux, de ce qu'il faut bien appeler une intolérance tenace. Nous, francophones, avons rêvé d'un pays qui nous fût tout entier accessible, où nous pourrions parler français, nous épanouir dans notre culture propre, comme les anglophones pouvaient le faire au Québec. La réalité se révéla très différente. Dans leur majorité, nos compatriotes anglophones considéraient le Canada comme un pays britannique, de langue anglaise, où les francophones devaient jouir de quelques droits au Québec mais non dans l'ensemble du pays. Le gouvernement fédéral lui-même devint une chasse gardée anglophone où le français avait à peine droit de cité.

Combiné avec une infériorité économique caractérisée, le problème linguistique composait un mélange explosif dont nos gouvernements ne mesurèrent que bien tard le grave danger. Une enquête conduite par le gouvernement canadien en 1960, devait révéler par exemple qu'à travers tout le pays, quel que soit le degré de richesse ou de dénuement de la région envisagée, les Canadiens francophones étaient partout moins payés que leurs compatriotes anglophones.

Déjà, quand cette situation fut mise à jour officiellement, la réforme était amorcée. Le Québec s'était réveillé. Il s'était doté, au niveau provincial, d'un gouvernement fort et clairvoyant: il avait formé, en nombre croissant, les administrateurs, les scientifiques et les techniciens qui lui avaient manqué jusque-là. Il avait renforcé sa représentation au sein du gouvernement fédéral. Le Canada anglophone, à son tour, commençait à comprendre l'injustice de la situation. Des changements s'opéraient. Les francophones retrouvaient progressivement leur place dans la fonction publique canadienne, dans l'activité économique, dans la vie politique. Ils avaient compris le parti qu'ils pouvaient tirer des institutions fédérales, de la très large autonomie dont disposent les provinces canadiennes. Les progrès accomplis depuis 25 ans sont remarquables.

Mais ils venaient trop tard pour nous épargner l'épreuve d'une menace sécessionniste. La résurgence nationaliste, phénomène mondial de l'après-guerre, se manifestait au Canada comme partout ailleurs. Même si la majorité des Canadiens français continuent d'envisager leur avenir collectif au sein du Canada, d'autres, en nombre important, ne le conçoivent plus que fondé sur un État souverain au Québec.

Qu'on m'entende bien. Tous les francophones canadiens, à une infime minorité près, tiennent à leur culture comme à leur âme. Nous sommes tous, si l'on veut, des nationalistes culturels. Et nous l'avons toujours été. Ce qui est nouveau, c'est que nos indépendantistes québécois adhèrent au nationalisme intégral, c'est-à-dire qu'ils croient à la nécessité pour toute nation, grande ou petite, de se constituer en État distinct, indépendant.

Ce qu'il faut comprendre aussi, pour mesurer le danger, c'est que la poussée nationaliste au Québec se combine aux forces centrifuges toujours à l'oeuvre au sein d'une fédération. Comme tous les autres pays, le Canada souffre d'inégalités régionales sérieuses. Entre ses régions les plus riches et ses provinces les moins favorisées, l'écart qui sépare les revenus moyens per capita va parfois du simple au double. De plus, la diversité culturelle, moins nette qu'entre le Québec et le reste du pays, est quand même très marquée au sein du Canada anglophone. Les particularismes ont toujours tendance à s'exaspérer, en période de crise. Le mécontentement est contagieux. Tant et si bien qu'aux revendications québécoises viennent s'ajouter les réclamations régionales de l'ouest canadien, fondées sur le développement prodigieux de ses richesses énergétiques, et les protestations des provinces atlantiques privées au contraire de ce moteur économique et victimes d'une stagnation à laquelle elles ne se résignent pas.

Si l'on ajoute à cela l'incidence, fortement ressentie au Canada, de la crise internationale, le dilemme chômage-inflation auquel nous devons faire face comme tout le monde, le paysage, on le voit, n'est pas très réjouissant.

Désespérant? Non.

Si le constat d'un échec partiel équivalait à un bilan de faillite, quel pays au monde pourrait se dire assuré de son avenir? L'inquiétude est grave, au Canada, mais elle

n'est ni fatale ni paralysante. Au contraire, jamais notre vie politique n'a été plus intense, ni plus active la recherche des solutions. La majorité des Canadiens, y compris la majorité des francophones (si l'on en croit les sondages, unanimes à cet égard) gardent la foi dans leur pays. Ils sont persuadés que la Confédération, remise à jour, reste pour eux la formule d'avenir. A l'exception du groupe souverainiste, tous les partis politiques canadiens et québécois parlent d'un fédéralisme rajeuni, renouvelé, comme de la solution efficace. Une prise de conscience collective est en train de s'opérer. On comprend de mieux en mieux les changements qui s'imposent.

Reste à voir si ces changements nécessaires pourront être effectués à temps, mais tout semble indiquer qu'ils le seront. Le fédéralisme est un instrument politique très souple. Au Canada même il a surmonté déjà plusieurs crises; il est raisonnable de croire qu'il peut encore dénouer celle-ci.

Vous paraîtrais-je présomptueux si j'affirme que l'issue de nos difficultés actuelles ne doit laisser indifférente ni l'Europe ni la France, et qu'elle peut avoir des conséquences importantes sur l'avenir de l'Occident?

D'un point de
vue européen

Mais non. Plutôt que d'affirmer, posons des questions. Demandons-nous, dans un premier temps, quel effet pourrait avoir sur l'Europe la déstabilisation, voire l'effritement du Canada actuel.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Il serait vain d'espérer qu'une vague union monétaire, voire une communauté économique suffirait à tenir ensemble les provinces canadiennes en un tout cohérent. Même à sa taille présente, le Canada réussit de justesse à maintenir son identité propre, son existence autonome à côté des U.S.A. Tous les observateurs sérieux s'accordant à prédire qu'un semis de provinces isolées aurait peu de chances d'en faire autant. Si le Québec, c'est-à-dire plus du quart de la population canadienne, quittait la Confédération, ouvrant une immense brèche au centre du territoire, il est plus que douteux que le reste du Canada puisse survivre comme entité politique cohérente. A plus longue échéance, cédant aux lois de la gravité, il est plus probable que chaque morceau du Canada rompu, y compris le Québec, irait s'intégrer à l'énorme masse américaine.

Or le long terme nord-américain pourrait bien se révéler assez bref. Tout évolue, en Amérique du Nord, beaucoup plus rapidement qu'en Europe. On n'y retrouve pas cet équilibre entre puissances qui caractérise l'espace européen. La présence bienveillante mais massive des États-Unis est une écrasante réalité qui pourrait bien précipiter les choses et effacer en quelques décennies toute trace de ce qui, aujourd'hui, constitue le Canada comme entité politique distincte. Il n'est même pas besoin d'imaginer à cette fin une entreprise américaine de conquête ou d'annexion; le seul poids des U.S.A. attirerait comme un aimant des provinces canadiennes disjointes et isolées.

L'Europe, et en Europe la France, auraient-elles intérêt à ce nouvel état de choses? Verraient-elles un avantage quelconque à ce que la puissance américaine s'étende désormais sans discontinuité aucune, depuis la frontière mexicaine jusqu'au Pôle?

Il me semble que nous ferions tous, spontanément, à cette question, une réponse négative. Qui donc, dans le monde d'aujourd'hui, voudrait ajouter encore à la puissance d'un super-grand? L'effort entrepris dans le sens d'une Europe unie n'a-t-il pas pour objectif, entre autres, de réduire l'écart entre grandes puissances et super-puissances, afin de faciliter un dialogue souvent faussé par la taille trop inégale des interlocuteurs?

Si cela tient de l'évidence, comme je le crois, quittons les hypothèses pour considérer plutôt le rôle que joue le Canada dans la communauté internationale, depuis le début du siècle. Puissance moyenne (la plus grande des petites ou la plus petite des grandes, comme on voudra) sa participation aux guerres de '14, de '39 et mieux encore au relèvement de l'Europe, dans l'après-guerre, illustre assez bien ce que son action peut avoir d'original, parfois même d'irremplaçable.

Un pays comme le nôtre, dans la situation géopolitique où il se trouve, est fatalement attiré vers l'Europe. Par nécessité, il recherche des alliances au-delà de l'Atlantique, non certes par indifférence et encore moins par agressivité à l'égard des U.S.A., dont il est à la fois le premier fournisseur et le premier client, mais parce qu'il ne peut pas être le pays d'une seule alliance.

Voici bientôt deux siècles que le Canada a fait son choix entre l'intégration continentale et l'existence autonome. Il a clairement choisi la seconde voie et partant, la fidélité aux sources européennes de ses cultures-mères. Mais ce choix est chaque jour à refaire. Aussi le refait-il chaque jour, et dans le même sens. Il cherche et cherchera toujours à équilibrer les influences qu'il accueille, cet équilibre étant la clef de voûte de la politique qu'il s'est donnée. S'il refuse l'intégration continentale nord-américaine, la logique même de ce refus le pousse à se réjouir de la construction de l'Europe et à tisser des liens avec la communauté économique européenne. L'intimité cordiale avec les États-Unis va de soi mais nous oblige à rechercher un dialogue avec nos autres alliés, sans quoi nous nous condamnerions au seul tête-à-tête entre le pot de terre et le pot de fer.

Au cours de ces dernières années, le Canada a prouvé, je pense, qu'il pouvait mener une politique étrangère originale et bien à lui. Il ne l'a fait ni par bravade ni par ostentation mais parce qu'elle répondait à l'idée qu'il se fait de lui-même, et bien sûr à ses intérêts.

Si nous, du Canada, distinguons de mieux en mieux ce que l'Europe peut nous apporter, nous nous demandons parfois si les Européens mesurent aussi exactement le potentiel que représente pour eux un Canada fort et autonome.

Je songe ici bien sûr aux immenses richesses naturelles du Canada, à son industrie, à ses ressources maritimes et agricoles, mais aussi bien à son désir d'alliances multiples, à ses liens privilégiés avec la France et le Royaume-Uni, à sa double appartenance au monde francophone et au Commonwealth, à sa volonté de rayonnement.

L'Europe consacrerait son propre déclin si elle se laissait supplanter en Afrique, si elle considérait l'Amérique latine comme une chasse-gardée, si elle abandonnait aux autres

toute initiative en Asie. Or sur ces trois terrains d'action, l'Europe peut considérer le Canada comme un allié de choix, comme un partenaire déjà en place, et dont les intérêts et les visées convergent, à long terme, avec les siens propres. Si la présence canadienne s'effaçait de ces trois régions du monde, quelle présence viendrait l'y remplacer? Il n'est pas difficile de prévoir que cette présence nouvelle risquerait de faire obstacle à l'influence européenne, alors que la nôtre ouvre des perspectives de collaboration fructueuse.

Et pour la France, en va-t-il autrement?

Certains sont séduits, peut-être, par le rêve d'une république francophone indépendante au nord-est du continent américain. Mais cela n'est-il pas qu'un rêve, justement, je veux dire une illusion? Et même si cette république voyait le jour, qu'ajouterait-elle au rayonnement culturel de la France, ou à ses échanges, compte tenu des relations privilégiées que celle-ci entretient déjà avec le Québec, grâce à l'accord-cadre France-Canada, conclu en 1965? En outre, il va de soi que la souveraineté du Québec entraînerait non un élargissement mais un rétrécissement de la zone d'action des francophones en Amérique du Nord. La vie culturelle du million de Canadiens français qui vivent hors du Québec deviendrait plus précaire que jamais, puisqu'ils seraient privés de l'influence considérable exercée aujourd'hui par notre province francophone, à l'intérieur des institutions fédérales. Le rayonnement extérieur d'un Québec indépendant serait vraisemblablement plus faible qu'il ne l'est à l'heure présente, à supposer toujours que ce Québec indépendant se révèle viable et durable, alors que la formule fédérale, remise à jour par les modifications qui s'imposent et appliquée loyalement par tous les participants, peut permettre aux Canadiens francophones de s'appuyer sur le Canada tout entier pour affirmer le fait français en Amérique du Nord.

Dans le domaine économique, les avantages pour la France d'une sécession québécoise paraissent plus problématiques encore. Alors que le Canada, malgré sa masse quadruple de celle d'un hypothétique Québec souverain, résiste difficilement aux pressions de son immense voisin, la petite république francophone aurait la partie très dure pour empêcher son économie de devenir une extension minuscule de l'économie américaine totalement satellisée par cette dernière. Où serait, dans une telle évolution, le profit pour les intérêts miniers et commerciaux de la France qui, à l'heure présente, investit des capitaux importants dans l'ensemble du Canada (souvent à partir d'un Québec qui constitue une porte d'entrée naturelle, grâce à la communauté de langue) ou pour les quelques grandes entreprises françaises qui ont déjà réussi, à partir du Canada, des percées importantes sur le marché américain?

Voilà quelques-unes des questions qu'on peut se poser, face à la crise que traverse l'unité canadienne, et quelques-unes des réponses qu'on peut esquisser en ce qui touche la France et l'Europe.

Bien entendu, ces réponses n'ont rien de définitif. Le Canada, même en crise, ou à cause de la crise qu'il traverse, continue d'évoluer rapidement. Il est même à prévoir qu'ayant surmonté ses difficultés actuelles, il en sortira plus uni que jamais, parce que

doté d'institutions rajeunies au sein desquelles toutes les communautés qui le constituent, y compris et notamment sa communauté francophone, auront trouvé la confirmation de leur rôle et une confiance plus ferme dans leur avenir.

S/C